

Territoire palestinien occupé. Mais la présente procédure aura été pour vous l'occasion de constater comment Israël, par les actes ici en cause, soumet intentionnellement le groupe que forment les Palestiniens à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. Il y a ainsi de la part d'Israël le passage d'un risque accru de génocide, comme vous vous en inquiétiez dans votre dernière ordonnance, à une réalité dont les éléments constitutifs vous ont été exposés ici.

24. Je terminerai en me permettant de renvoyer aux conclusions de l'Organisation de la coopération islamique dans ses observations écrites. Et en vous demandant d'exiger d'Israël la réparation intégrale de tous les actes illicites commis et d'y ajouter qu'il est du devoir de l'Assemblée générale des Nations Unies et de tous les États Membres de prendre les mesures les plus fortes possibles pour mettre un terme à la situation intenable faite aux Palestiniens. Je vous remercie de votre attention.

The PRESIDENT: I thank the representatives of the Organisation of Islamic Cooperation for their presentation. J'invite à présent la délégation suivante, celle de l'Union africaine, à prendre la parole, et appelle à la barre la professeure Hajer Gueldich.

M^{me} GUELDICH :

INTRODUCTION

1. Monsieur le président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les juges, c'est avec gravité et solennité que je me tiens devant vous, devant votre auguste juridiction au nom de l'Union africaine et ses 55 États Membres.

2. En effet, l'heure est grave. Depuis plus d'un siècle, le peuple palestinien endure une succession de *nakbas*. À l'heure actuelle, la situation du peuple palestinien et la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, qui dépassaient déjà tout entendement, sont devenues encore plus dramatiques, pour ne pas dire apocalyptiques.

3. Le lexique français, malgré toute la richesse qu'on lui connaît, ne saurait justement décrire ce qui se passe dans ce territoire. Quels seraient les mots justes pour qualifier le drame humain d'une population entière qui, depuis la fin du cessez-le-feu, c'est-à-dire plus de 60 jours maintenant, est

privée d'eau, de nourriture, de carburant, d'aide médicale et de vaccins pour les enfants¹⁰² ? Surtout que 3 000 camions chargés d'aide humanitaire sont bloqués par Israël aux portes de Gaza¹⁰³ ! Quelle formule conviendrait pour rendre justice aux 51 000 Palestiniens, dont 15 000 enfants¹⁰⁴, qui ont déjà perdu la vie, dans des conditions souvent désastreuses ? Même les bulldozers nécessaires pour chercher les survivants ont été méthodiquement et systématiquement détruits par Israël¹⁰⁵. Des maisons, des foyers et des aires de jeu d'enfants à Gaza, de leurs rêves de paix et de justice, il ne reste que 50 millions de tonnes de débris¹⁰⁶.

4. En ce dernier jour de plaidoirie, il importe donc de se rappeler pourquoi l'Assemblée générale a demandé que la Cour rende, de toute urgence et en toute priorité, un nouvel avis relatif à la situation du peuple palestinien. La raison de cette nouvelle procédure, Monsieur le président, c'est qu'Israël n'a pas mis en œuvre ses obligations juridiques identifiées par la Cour dans son avis consultatif de 2024.

5. Pire, Israël a redoublé d'efforts pour rendre impossibles les conditions de vie dans le Territoire palestinien occupé. Il a décidé d'ignorer ses propres obligations, en tant que puissance occupante, de garantir les droits humains individuels et collectifs des Palestiniens. En outre, il a adopté deux lois datées du 28 octobre 2024¹⁰⁷, qui aggravent les entraves multiformes qu'il posait déjà à la présence et aux activités humanitaires et de développement dans le Territoire palestinien occupé, tant à Gaza qu'en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Pour y arriver, Israël a frappé l'UNRWA de mesures paralysantes, sachant que celui-ci constitue, selon les termes du Secrétaire général des Nations Unies, « l'épine dorsale » de l'action humanitaire dans le Territoire palestinien occupé¹⁰⁸. Toutes ces mesures visent à placer le peuple palestinien dans une indigence totale et à le

¹⁰² UNRWA, *UNRWA Situation Report #168 on the Humanitarian Crisis in the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem*, 24 avril 2025 (<https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-168-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>).

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ « Loi portant cessation des activités de l'UNRWA » et « Loi portant cessation des activités de l'UNRWA dans l'État d'Israël », dans dossier n° N65, « Lettre datée du 28 octobre 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général », UN doc. A/79/558 ; N66, « Lettres identiques datées du 9 décembre 2024, adressées au Président de l'Assemblée générale et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UN doc. A/79/684-S/2024/892.

¹⁰⁸ Dossier n° N301, « Lettre datée du 28 octobre 2024, adressée au Premier Ministre d'Israël par le Secrétaire

pousser au départ. Et pourtant, la Cour a déjà jugé des actions d'Israël poursuivant le même but comme étant contraires à ses obligations émanant de l'article 49 de la convention IV de Genève¹⁰⁹.

6. Monsieur le président, face à cette tragédie sans fin, l'Union africaine place sa confiance dans le droit international et en votre prestigieuse Cour qui en est l'organe. À cet égard, l'Union africaine note que l'écrasante majorité des participants à la présente procédure se sont prononcés en faveur de la compétence de la Cour et de l'exercice par celle-ci de son pouvoir de rendre l'avis consultatif demandé. Les objections soulevées par deux États¹¹⁰, et qui se heurtent toutes à la jurisprudence établie de la Cour, ont déjà été battues en brèche¹¹¹.

7. L'Union africaine souscrit donc à ce large consensus sur la compétence de la Cour. En effet, les Nations Unies et, partant, l'Assemblée générale, ont une « responsabilité permanente » à l'égard de la « question de Palestine »¹¹², puisque l'Assemblée générale a été à l'origine du plan de partage de l'ancien mandat britannique de la Palestine en deux États¹¹³. Quant à la Cour, elle doit participer « à l'action de l'Organisation »¹¹⁴, en rendant l'avis consultatif demandé. Elle doit ici exercer pleinement sa compétence et compléter son avis consultatif de 2024¹¹⁵.

8. La tâche qui incombe désormais à l'Union africaine consiste à ramener les débats autour de leurs aspects les plus décisifs. L'Union africaine le fera en partant de sa propre histoire, celle d'un

général » ; N219, Assemblée générale, résolution ES-10/25, « Appui au mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient », 11 décembre 2024, UN doc. A/RES/ES-10/25 ; Conseil de sécurité, communiqué de presse, « Déclaration à la presse sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) », 30 octobre 2024, SC/15874.

¹⁰⁹ *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avis consultatif du 19 juillet 2024*, par. 115-119.

¹¹⁰ Voir CR 2025/7, p. 38-40, par. 14-22 (Kocsis) (Hongrie). Voir aussi l'exposé écrit d'Israël, par. 59-70 ; l'exposé écrit de la Hongrie, par. 12-18.

¹¹¹ Voir notamment, CR 2025/5, p. 10-12, par. 9-13 (Dangor) (Afrique du Sud) ; CR 2025/5, p. 41-42, par. 18-25 (Alnasser) (Arabie saoudite) ; CR 2025/6, p. 29-30, par. 6-13 (Troncoso Repetto) (Chile) ; CR 2025/8, p. 43-45, par. 10-17 (Al-Shaheen) (Koweït) ; CR 2025/8, p. 27-28, par. 5-10 (Kohen) (Jordanie). Voir aussi CR 2025/4, p. 49, par. 9-10 (Said) (Malaisie) ; CR 2025/5, p. 57, par. 7-9 (Mauricio Jaramillo) (Colombie) ; CR 2025/6, p. 10, par. 12-15 (Calzadilla Sarmiento) (Bolivie) ; CR 2025/6, p. 20-21, par. 7-8 (Viegas) (Brésil) ; CR 2025/7, p. 18-19, par. 2-6 (Musikhin) (Russie) ; CR 2025/7, p. 44-45, par. 9-13 (Sugiono) (Indonésie).

¹¹² Voir, par exemple, dossier n° 417, Assemblée générale, résolution 57/107, « Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien », 3 décembre 2002, Nations Unies, doc. A/RES/57/107.

¹¹³ Assemblée générale, résolution 181 (II) (A), « Gouvernement futur de la Palestine », 29 novembre 1947 ; voir aussi, *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I)*, p. 158, par. 49.

¹¹⁴ *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2019 (I)*, p. 113, par. 65 ; *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2010 (II)*, p. 415-416, par. 29 ; *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I)*, p. 156-157, par. 44.

¹¹⁵ Assemblée générale, résolution 79/232, 19 décembre 2024, Nations Unies, doc. A/RES/79/232, préambule.

continent dont les peuples ont souffert de l'esclavage, de la colonisation et de l'apartheid, ainsi que de la négation de la dignité humaine et du droit des peuples de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel.

9. De cette perspective, il est évident que l'urgence de la présente procédure et l'extrême gravité de la situation humanitaire en Territoire palestinien occupé ne doivent pas nous pousser à adopter, même involontairement, une vision tronquée de l'étendue des droits du peuple palestinien et des obligations d'Israël en cause. En effet, la question posée par l'Assemblée générale ne porte pas seulement sur la fourniture, sans entraves, de l'assistance humanitaire au peuple palestinien par des tiers¹¹⁶. Elle requiert, plus largement, que la Cour se prononce sur les obligations d'Israël de respecter les droits humains des Palestiniens, y inclus les droits du peuple palestinien à l'existence et à ne pas être privé de ses moyens de subsistance. Elle invite également la Cour à se prononcer sur le droit du peuple palestinien au développement économique, social et culturel, ainsi que son droit à jouir des avantages de la coopération et de la solidarité internationales¹¹⁷.

10. La plaidoirie de l'Union africaine s'articule comme suit. Je clarifierai, *en premier lieu*, les contours de l'obligation d'Israël de fournir pleine assistance aux Nations Unies dans toutes leurs actions en faveur du peuple palestinien (I). Puis, je vous inviterai, Monsieur le président, à passer la parole au professeur Mamadou Hébié qui explicitera, *en deuxième lieu*, les obligations d'Israël en tant que puissance occupante, y compris celles en vertu des droits humains et des droits des peuples (II). *En dernier lieu*, il démontrera que les considérations de sécurité invoquées par Israël et certains États sont inopérantes (III).

I. L'OBLIGATION D'ISRAËL DE FACILITER TOUTE ACTION DES NATIONS UNIES ET D'EN RESPECTER LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

11. Monsieur le président, je passe maintenant à l'examen des obligations d'Israël en tant que Membre des Nations Unies. Quelques participants soutiennent qu'un État qui aurait des griefs contre un organe des Nations Unies serait libéré à la fois des obligations découlant de sa qualité de Membre et de l'obligation de respecter les privilèges et les immunités de l'Organisation¹¹⁸. Telle est l'essence

¹¹⁶ *Ibid.*, par. 10.

¹¹⁷ Exposé écrit de l'Union africaine, p. 40-44, par. 75-82.

¹¹⁸ CR 2025/7, p. 41-42, par. 29-31, 35-36 (Kocsis) (Hongrie). Voir aussi l'exposé écrit d'Israël, par. 79-82 ; l'exposé écrit de la Hongrie, par. 33.

de l'argument consistant à formuler certains reproches contre l'UNRWA pour refuser de lui prêter la pleine assistance requise par l'article 2, paragraphe 5, de la Charte et de respecter ses privilèges et immunités¹¹⁹.

12. Pourtant, ni le droit international coutumier ni la Charte des Nations Unies ne contiennent de règle permettant aux États de s'extirper unilatéralement des obligations inhérentes à leur qualité de Membres des Nations Unies, en prétextant l'existence de griefs à l'encontre de ses organes. Et pour cause, ces obligations ne sont pas des obligations réciproques dues aux organes de l'ONU. Elles ne sont donc pas assujetties à l'*exceptio non adimpleti contractus*, ou ce que l'on appelle l'exception d'inexécution¹²⁰. Il s'agit plutôt d'obligations *erga omnes partes* dues à tous les États Membres en vertu de l'article 2, paragraphe 2, de la Charte¹²¹.

13. Par conséquent, les griefs portés par Israël à l'encontre de l'UNRWA ne sauraient le libérer de ses obligations en vertu de la Charte et du principe *pacta sunt servanda* à l'égard des Membres des Nations Unies. Et l'Union africaine ne les examinera donc pas davantage. Plusieurs participants ont déjà établi, sur la base de preuves suffisamment convaincantes¹²², pourquoi la Cour ne devrait pas leur accorder un crédit¹²³.

14. Toutefois, l'Union africaine rappelle que tant la Charte¹²⁴ que la convention générale de 1946¹²⁵ disposent de voies de recours pour régler les difficultés qui pourraient naître entre un État

¹¹⁹ Voir notamment, Charte des Nations Unies, art. 105 ; convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 13 février 1946, art. II, sect. 4 et 7 b), art. V, sect. 18 et 21, art. VI, sect. 22.

¹²⁰ Voir Gerald Fitzmaurice, *Second Report on the Law of Treaties*, UN doc. A/CN.4/107, [1957] II UNYBILC 16, par. 120. Voir Danae Azaria, « Exception of Non-Performance », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2015, par. 1.

¹²¹ Voir, par analogie, *Le Procureur c. Blaškić*, IT-95-14, Chambre d'appel, *Judgment on the Request of the Republic of Croatia for Review of the Decision of Trial Chamber II of 18 July 1997*, 29 octobre 1997, par. 26. Voir aussi Andreas Paulus, « Article 2: Introduction and Chapeau », in Bruno Simma *et al.* (sous la dir. de), *The Charter of the United Nations: A Commentary* (4^e éd., OUP 2024), MN 19.

¹²² Notamment dossier n° N297, *Final Report for the United Nations Secretary-General: Independent Review of Mechanisms and Procedures to Ensure Adherence by UNRWA to the Humanitarian Principle of Neutrality*, 20 avril 2024.

¹²³ Voir notamment CR 2025/4, p. 36-37, par. 35-38 (Abdelkader) (Égypte) ; CR 2025/5, p. 40, par. 16-17 (Alnasser) (Arabie saoudite) ; *ibid.*, p. 49-50, par. 14-15 (Misonne) (Belgique).

¹²⁴ Voir, par exemple, le contexte de la requête d'avis consultatif, *Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)*, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1962, p. 161.

¹²⁵ Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 13 février 1946, art. VIII, sect. 30.

Membre et l'Organisation dans la mise en œuvre des obligations émanant de ces instruments. Israël doit donc emprunter ces voies de recours et mettre fin à ses mesures unilatérales et arbitraires¹²⁶.

15. Monsieur le président, l'obligation de donner « pleine assistance dans toute action entreprise » par les Nations Unies en vertu de l'article 2, paragraphe 5, de la Charte inclut également celle de prêter pleine assistance aux *actions* des organes subsidiaires établis par l'Assemblée générale, comme l'UNRWA. Cette obligation couvre tant les actions normatives de l'Organisation que ses actions opérationnelles. « [T]oute action » signifie « toute action ». Dès lors, il importe peu de distinguer ici les actions qui sont prescrites dans des résolutions obligatoires en vertu de l'article 25 de la Charte, et celles qui le sont par des résolutions ayant force de recommandations¹²⁷.

16. Israël a donc l'obligation de lever toute entrave à l'action des Nations Unies que met en œuvre l'UNRWA. Il a, de surcroît, l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour en faciliter l'accomplissement. Israël doit également respecter les immunités et privilèges des Nations Unies, de son personnel et de ses locaux¹²⁸.

17. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, ces remarques concluent ma plaidoirie et je vous remercie pour votre aimable attention. Je vous prie de bien vouloir passer la parole au professeur Mamadou Hébié.

Le PRÉSIDENT : Je remercie la professeure Gueldich. I now invite Professor Mamadou Hébié to take the floor.

Mr HÉBIÉ:

1. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, it is a great honour for me to appear before you today on behalf of my continent, Africa. Today's proceedings concern one of the most pressing moral questions of our time; yet, one where the voice of international law, and that of the African Union, remain crystal clear: Israel must respect the collective and individual rights of the Palestinians.

¹²⁶ Demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies ; rapport de la Commission politique spéciale (A/855), 207^e séance plénière, 11 mai 1949, Nations Unies, doc. A/PV.207, p. 333 (M. Sharett).

¹²⁷ Voir CR 2025/7, p. 13-16, par. 25-37 (Simmons) (États-Unis). Exposé écrit d'Israël, par. 75 ; exposé écrit des États-Unis, par. 16-17.

¹²⁸ Notamment, convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 13 février 1946, art. II, sect. 4 et 7 b), art. V, sect. 18 et 21, art. VI, sect. 22. Voir aussi *ibid.*, art. final, sect. 34.

2. As announced by the Legal Counsel, I will first establish that Israel's obligations as an occupying Power extend beyond the law of occupation (II). I will then demonstrate that the security concerns invoked by Israel cannot affect the enjoyment by the Palestinians of their human and peoples' rights because of the very nature of those rights (III).

**II. ISRAEL'S OBLIGATIONS AS AN OCCUPYING POWER GO BEYOND THE LAW
OF OCCUPATION AS EXPRESSED IN THE HAGUE REGULATIONS
AND THE FOURTH GENEVA CONVENTION**

3. Mr President, Israel's obligations as an occupying Power go beyond those enshrined in the 1949 Geneva Convention and in the 1907 Hague Regulations¹²⁹. Indeed, the corpus of the law of occupation has evolved significantly since the conclusion of these instruments¹³⁰. A case in point: in 1907 or in 1949, the right of peoples to self-determination, and the host of associated rights, had not yet crystallized under customary international law¹³¹. The twin International Covenants were not yet adopted¹³². Moreover, the notion that an occupying Power owes rights to the population of the occupied territory had not yet entered common legal consciousness.

4. Yet, it is indisputable today, as the Court has found, that the International Covenants and the Convention on the Rights of the Child impose legal obligations on Israel in the Occupied Palestinian Territory¹³³. It is equally indisputable that Israel is subject to the obligation to respect the Palestinian people's rights to existence, to self-determination, and to economic, social and cultural development. Accordingly, Israel's obligations under the Hague Regulations and the Fourth Geneva Convention must be interpreted and applied within the framework of the entire corpus of

¹²⁹ See *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), paras. 89, 101; *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, para. 96.

¹³⁰ Cf. *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971, paras. 52-53.

¹³¹ *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019 (I), paras. 150-152.

¹³² International Covenant on Civil and Political Rights, adopted 16 Dec. 1966, entered into force 23 Mar. 1976 (the "ICCPR"); International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, adopted 16 Dec. 1966, entered into force 3 Jan. 1976 (the "ICESCR").

¹³³ *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), paras. 106, 109, 111-113.

international law prevailing today, in accordance with the Court's statement in the *Namibia Advisory Opinion*¹³⁴.

5. This is not novelty. The Court has already applied this technique of interpretation and application of international law in the *Diallo* case. To recall, the Court observed that:

“Owing to the substantive development of international law over recent decades in respect of the rights it accords to individuals, the scope *ratione materiae* of diplomatic protection, originally limited to alleged violations of the minimum standard of treatment of aliens, has subsequently widened to include, *inter alia*, internationally guaranteed human rights.”¹³⁵

6. The African Union therefore submits that, owing to the substantive development of international law over recent decades in respect of the rights that it accords to individuals, the scope *ratione materiae* of the obligations of occupying Powers — while framed originally in terms of basic and essential needs of the populations concerned — has subsequently widened to include internationally guaranteed human and peoples' rights.

7. Mr President, this application of the law of occupation within the framework of the entire corpus of contemporary international law entails several consequences. *First*, Israel must not simply provide the Palestinians with necessary foodstuffs¹³⁶. It must respect their *right to food*¹³⁷. It must ensure effective enjoyment by the Palestinian people of its *right to existence*¹³⁸ and not to be deprived of the means of its subsistence under any circumstance¹³⁹.

8. *Secondly*, Israel must not simply agree to relief schemes by third States and international organizations¹⁴⁰. It has no power to decide. Instead, Israel must respect the Palestinian people's right

¹³⁴ *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970), Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971*, para. 53

¹³⁵ See, for a comparable case, *Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 559, para. 39.

¹³⁶ Geneva Convention IV, Art. 55.

¹³⁷ ICESCR, Art. 11(1).

¹³⁸ For a codification of the right of people to existence, see African Charter on Human and Peoples' Rights, Art. 20, para. 1; see Mamadou Hébié, “Article 20 alinéa 1”, in M. Kamto (ed.), *La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et le protocole y relatif portant création de la Cour africaine des droits de l'Homme* (Brussels: Bruylant, 2011), pp. 452-487.

¹³⁹ ICCPR, Art. 1, para. 2; ICESCR, Art. 1, para. 2.

¹⁴⁰ Geneva Convention IV, Art. 59.

to engage in international relations and to enjoy the benefits of international co-operation and solidarity¹⁴¹.

9. *Thirdly*, Israel must not simply ensure public health and hygiene in the OPT¹⁴². Instead, it must ensure the effective enjoyment by the Palestinians of their *right to health*¹⁴³.

10. *Fourthly*, Israel must not only comply with the few provisions on education that we find in the Fourth Geneva Convention¹⁴⁴. It must fully respect all the rights of Palestinian children, including their right to education¹⁴⁵.

11. *Finally*, Israel must not — and it has no right to — administer the OPT, or to do it as a “usufructuary”¹⁴⁶. To recall, Israel’s occupation of the OPT is unlawful and the Court has requested Israel to bring it to an end “as rapidly as possible”¹⁴⁷. Rather, Israel must guarantee the effective enjoyment by the Palestinian people of its right to self-determination and, pending the termination of its occupation, respect the Palestinian people’s right to economic, social and cultural development¹⁴⁸.

12. Occupation, Mr President, cannot serve as a ploy to deprive the Palestinian people of the effective enjoyment of its rights and to keep it — to use the words of this very Court — “in a state of suspension and uncertainty”¹⁴⁹. The fact that Israel has no title to administer the OPT does not release it from, *nor does it reduce*, its obligations and responsibility under international law, towards the Palestinian people and other States, in respect of the exercise of powers in the OPT.

¹⁴¹ On this right, see *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970), Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971*, para. 125.

¹⁴² Geneva Convention IV, Art. 56.

¹⁴³ ICESCR, Art. 12.

¹⁴⁴ Geneva Convention IV, Art. 24, para. 1, and Art. 51.

¹⁴⁵ See, in particular, ICESCR, Art. 13; Convention on the Right of the Child, Art. 28.

¹⁴⁶ See Hague Regulations, Art. 55.

¹⁴⁷ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, paras. 261-262, 264 and 267.

¹⁴⁸ General Assembly, Resolution 1514 (XV), Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, 14 Dec. 1960, para. 2; Resolution 2625 (XXV), Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations, 24 Oct. 1970. See also *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, paras. 230-243, 256.

¹⁴⁹ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, para. 257.

13. Mr President, please allow me to briefly elaborate on the importance of the right of the Palestinian people to maintain international relations with third States and international organizations without impediment. Let us look back at history. If slavery lasted for four centuries, if colonialism persisted for two centuries, if apartheid lasted for five decades, it was because those States that engaged in these practices benefited from the silence and the lack of decisive action by third States. This is why contemporary international law not only grants rights but imposes obligations on third States and international organizations to co-operate and provide assistance for the effective enjoyment by peoples of their rights¹⁵⁰. Israel cannot put the Palestinian people in a predicament where its very existence and its right to economic, social, and cultural development are constantly in question, and push or force away the international community.

14. As an occupying Power, it must remove all impediments to the conduct by third States and international organizations of diplomatic relations with the Palestinian people and facilitate all actions to support them in the enjoyment of their individual and collective rights.

III. THE SECURITY CONCERNS CLAIMED BY ISRAEL ARE UNAVAILING

15. Mr President, I now move to the “security concerns”¹⁵¹ that are alleged by Israel and here, I will be very brief.

16. The very nature of the rights that I just mentioned make it impossible for an occupying Power to justify restrictions. It is impossible to condition the right of a people to existence, its right not to be deprived of its means of subsistence, its right to self-determination or to economic, social and cultural development. No legal instrument guaranteeing these rights conditions them to security exceptions. To argue contrary otherwise would be tantamount to accepting that ethnic cleansing, crimes against humanity or even genocide could be justified on security grounds.

17. Even the Hague Regulations, which were concluded at a moment, I believe, when human rights were rather emerging, do not make humanitarian assistance and relief schemes contingent upon the occupying Power’s security concerns. Articles 55 and 56 of the Fourth Geneva Convention, on

¹⁵⁰ See, in particular, Charter of the United Nations, Arts. 55 and 56; General Assembly, Resolution 2625 (XXV), Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations, 24 Oct. 1970; Resolution 3314 (XXIX), 14 Dec 1974, annex, Definition of Aggression.

¹⁵¹ CR 2025/7, 30 April 2025, pp. 8-12, paras. 3-16, 19 (Simmons) (United States of America). Written Statement of Israel, paras. 86-89; Written Statement of Hungary, para. 33; Written Statement of the United States, paras. 5, 10-13.

the occupying Power's obligation to guarantee the right to food and to health of populations in the occupied territory, do not; nor do Articles 59 and 61. This is not surprising since these rules are, according to this Court, "intransgressible principles of international customary law"¹⁵² and safeguard what the Court characterized as "elementary considerations of humanity"¹⁵³.

18. Mr President, just one quick point on UNRWA. Many participants have referred to UNRWA as a relief society under Article 63 of the Fourth Geneva Convention. This does not make sense. UNRWA is not to be likened to national Red Cross societies or other relief societies. It was established by the General Assembly when it exercised the international responsibility of the United Nations in respect of the former British Mandate of Palestine¹⁵⁴. It is not function that matters here; it is the institutional framework within which UNRWA was created.

CONCLUSION

19. Mr President, as we come to the closing of this hearing, the African Union cannot fail to notice that the credibility of the international legal system, and its claim to protect the most fundamental values of our community, have been significantly undermined by the long and painful path of the Palestinian people toward statehood. The international community, including this Court, must act; decisively and now. This Court must reaffirm, in full, Palestinians' individual and collective rights, as well as each and every one of Israel's obligations. It is only by doing so that you will complete your Advisory Opinion of 2024. As Aimé Césaire poignantly said in his *Discours sur le colonialisme*:

“Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente.

Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte.

*Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde.”*¹⁵⁵

¹⁵² See *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*, para. 79; *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I)*, para. 157.

¹⁵³ *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1949*, p. 22.

¹⁵⁴ General Assembly, resolution 302 (IV), Assistance to Palestine Refugees, 8 Dec. 1949.

¹⁵⁵ Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme* (1950).

20. The African Union submits respectfully that: *first*, Israel must repeal and render ineffective all its measures that impede the activities and presence of UNRWA in the Occupied Palestinian Territory.

Mr President, I see that my time has expired. I just need around a minute to conclude.

The PRESIDENT: Yes.

Mr HÉBIE: Thank you.

Secondly, Israel must take all measures at its disposal to facilitate the fulfilment by UNRWA of its objectives and mandate, including by respecting its privileges and immunities. *Thirdly*, Israel must remove all impediments and take positive steps to ensure the effective enjoyment by Palestinians of all their collective and individual human rights. *Finally*, Israel must remove all impediments to the enjoyment by the Palestinian people of its right to engage in international relations and enjoy the benefits of international co-operation and solidarity.

21. This concludes the oral statement of the African Union. I would like at this stage to thank the interpreters and the entire staff of the Registry for the excellent work done this week. I thank you, Mr President, dear Members of the Court, for your kind attention.

The PRESIDENT: I thank the representatives of the African Union for their presentation.

This presentation concludes the oral statements by all the participants who have expressed a wish to participate in the present oral proceedings.

As I indicated during my speech on the first day of this series of sittings, any questions by Members of the Court to participants would be posed this afternoon. Having been informed by various judges that they have questions for the participating delegations, I shall now give each of them the floor. In posing their questions, each judge will indicate whether they are addressing a specific participant or a specific group of participants or whether they are addressing all participants.

I give the floor first to the Vice-President.

The VICE-PRESIDENT: Thank you, Mr President.

In view of the special wording in the request, my question is addressed to all participants, and it goes as follows: